



Member of  Nexia

AFINCO LEGAL 4Q2024

Cette newsletter a été conçue à titre informatif et indicatif. Elle n'a pas un caractère exhaustif. La responsabilité du Cabinet AFINCO membre de Nexia n'est en aucun cas engagée en cas d'un éventuel conflit entre les dispositions prévues par la législation en vigueur et celles figurant dans la présente fiche. Certaines dispositions viendraient à être explicitées par des décrets, arrêtés ou notes communes de l'Administration fiscale.

Notre Cabinet demeure à votre disposition pour tout éventuel complément d'informations.

Questa newsletter è stata preparata a titolo informativo ed indicativo. Non ha un carattere esaustivo. Lo Studio AFINCO membro di Nexia non è, in nessun caso, responsabile in caso di eventuale conflitto fra le disposizioni previste dalla legislazione in vigore e quelle contenute nella presente nota. Alcune disposizioni saranno spiegate attraverso decreti o note comuni dell'Amministrazione fiscale.

Il nostro Studio rimane a vostra completa disposizione per eventuali informazioni supplementari.

This newsletter has been prepared solely for information goal. The responsibility of the Firm AFINCO member of Nexia cannot be engaged in case of conflict between information mentioned in the present note and the one in the law text. Besides, other clarifications will be given by decree and external notes of the tax authorities.

Our firm is entirely at your service for any eventual clarification.

SOMMAIRE

Editorial	3
A- Nouvelles lois bancaires	6
B- Rappels au sujet des prix de transfert	10
C- Autres rappels utiles	14
D- Difficultés pratiques	16
E- Récemment chez AFINCO	18

SOMMARIO

Editoriale	4
A- Nuove legge bancarie	6
B- Promemoria sul transfer pricing	10
C- Altri punti per promemoria	14
D- Difficoltà pratiche	16
E- Recentemente da AFINCO	18

SUMMARY

Editorial	5
A- New bank laws	6
B- Reminder about transfer pricing	10
C- Other useful reminders	14
D- Practical issues	16
E- Recently at AFINCO	18



Les **amnisties fiscales** se suivent et ... se ressemblent. De nombreux contribuables, fidèles au rendez-vous de chaque échéance fiscale, s'interrogent sur cette récurrence à une fréquence anormalement vécue auparavant (lois de finances 2019, 2022, 2024 et 2025). De façon tacite, l'Etat se consacre en bailleur de fonds (et sans intérêts !) des contribuables en défaut. Deux poids deux mesures ?

Par ailleurs, l'Etat tunisien a-t-il le syndrome du yoyo du taux d'**impôt sur les sociétés - IS** ? Il est utile de rappeler que dans une optique de ramener le secteur informel dans le giron de la transparence fiscale, il a été décidé au cours des dernières années de rabaisser le taux d'IS de 35% à 25% (ou 20% pour les PME) avant d'atterir à 15%. Malgré la pondération à la hausse de tel taux du fait de la Contribution sociale de solidarité- CSS de 3% et de la retenue à la source sur dividendes de 10%, le taux d'IS de 15% a été communément admis par les sociétés (aussi bien locales qu'off-shore) comme étant raisonnable et permettant de demeurer compétitif par rapport aux principaux pays concurrentiels. Eh bien NON ! Tel taux doit augmenter et voilà qu'il repart à la hausse à 20% en vertu de la loi de finances 2025 et de façon rétroactive (en vigueur à compter de l'exercice 2024) ! L'Etat doit rassurer les investisseurs par la stabilité.

Il est également utile de noter que l'épargne du Tunisien se diversifie et une tendance se dégage ces derniers temps à travers l'investissement dans la **plantation des oliviers**. Il n'en demeure pas moins que tel placement n'échappe pas aux aléas du marché, strictement lié à celui mondial, et dont le cours boursier est la seule vérité. Les prix de l'huile d'olive ont également baissé suite à l'empêchement de certains principaux et historiques exportateurs tunisiens de jouer pleinement leur rôle de vecteur habituel.

Si le citoyen cherche à épargner et à compter ses sous, l'Etat continue par contre à dépenser sur le même « trend » haussier (le Budget de l'Etat a triplé en 15 ans). A ce titre, et suite à la loi dérogative d'octroi d'un prêt sans intérêts de 7 Milliards de Dinars à l'Etat en début 2024 pour financer le déficit budgétaire 2024, une loi quasi identique est votée fin 2024 pour le même montant pour renflouer le déficit de 2025. Tels prêts directs viennent se rajouter à ceux indirects accordés par la BCT à travers les banques commerciales, mais avec intérêts ceux-là (et ppliqués à des crédits « revolving »). C'est ce qu'on appelle la « **planche à billets** », soit la création de la monnaie par un jeu de comptes. Bonjour l'inflation !

En outre il est navrant de voir l'Etat reculer dans sa lutte contre la contrebande et le blanchiment d'argent suite à l'annulation de l'article 16 de la loi de finances complémentaire 2014 ayant instauré la prérogative de confiscation (par les agents de l'ordre et de douane) avant poursuite, des **sommes en espèces** supérieures ou égales à 5000 Dinars. Le motif avancé serait le blocage observé par les agriculteurs dans leurs transactions quotidiennes.

Enfin, il convient de signaler qu'une petite révolution économique est en marche puisque la **nouvelle loi sur les chèques** va entrer (pour sa 2^e partie) en vigueur à compter de début Février 2025. Il était temps de trouver un mode de cesser l'anarchie et les nombreux dérapages observés suite à la déviation du rôle de cet instrument de paiement (payable à vue) pour devenir un moyen de crédit (quasi sûr vu la crainte de la peine de prison). Il est clair que tel changement, introduisant les nouvelles technologies du QR code (permettant l'accès à une plateforme de database mise à jour en temps réel) va impliquer davantage la banque avec son client. Il est toutefois déplorable qu'à quelques jours de l'entrée en vigueur de telle plateforme (TUNICHEQUE) aucune simulation de test et d'essai n'a été permise aux titulaires de comptes.

Certains redoutent que la nouvelle loi va freiner, sinon remettre en cause de nombreux échanges commerciaux. Ainsi, il est notoire que de nombreux Entrepreneurs en bâtiment payent leurs fournitures et sous-traitants au moyens de chèques à échéances vu le retard d'encaissement observé par l'Etat. Aussi, de nombreux commerçants craignent la perte d'une clientèle habituée à ce mode de paiement échelonné (agences de voyages, négoce d'électroménagers...). Aussi, il était commun de voir un émetteur de chèques partir en prison dès qu'un incident de paiement touche un chèque, et tous les créanciers versent en même temps tous les chèques en tiroir. Ceci, sans parler des prête-noms (nommés en tant que gérants sans connaître les conséquences légales) que certaines personnes malintentionnées mettent en avant pour subir les sanctions. Il n'en demeure pas moins que cette nouvelle loi va pousser les acteurs économiques à revoir leurs modes de transactions et à terme, il y'aura inévitablement un désengorgement des tribunaux et des prisons.

Cordialement

Mourad Abdelmoula
Expert-comptable

24.1.2025



Un **condono fiscale** dopo l'altro e... tutti uguali. Molti contribuenti, che si presentano fedelmente ad ogni scadenza fiscale, si interrogano su questa ricorrenza, insolitamente frequente (leggi finanziarie 2019, 2022, 2024 e 2025). Lo Stato si stà tacitamente dedicando a fornire dei prestiti (senza interessi!) ai contribuenti inadempienti. Due pesi e due misure?

Il governo tunisino soffre della sindrome dello yo-yo dell'aliquota dell'**imposta sulle società**? Vale la pena ricordare che, al fine di riportare il settore informale nell'alveo della trasparenza fiscale, negli ultimi anni si è deciso di ridurre l'aliquota dell'imposta sulle società dal 35% al 25% (o al 20% per le PMI) prima di fissarla al 15%. Nonostante il peso crescente di questa aliquota dovuto al contributo di solidarietà sociale CSS del 3% e alla ritenuta del 10% sui dividendi, l'aliquota del 15% dell'imposta sulle società è stata ampiamente accettata dalle aziende (sia locali che offshore) come ragionevole e tale da consentire loro di rimanere competitive con i principali paesi concorrenti. Ebbene NO!

La legge finanziaria del 2025 prevede un aumento retroattivo dell'aliquota al 20% (a partire dall'esercizio finanziario 2024)! Il governo deve rassicurare gli investitori attraverso la stabilità.

Vale anche la pena di notare che i risparmi dei tunisini si stanno diversificando e di recente è emersa la tendenza a investire in **piantagioni di ulivi**. Resta il fatto che questo tipo di investimento non è immune dalle sorprese del mercato, che è strettamente legato al mercato mondiale e per il quale il prezzo di borsa è l'unica verità. I prezzi dell'olio d'oliva sono scesi anche a causa del fatto che alcuni dei principali e storici esportatori tunisini non hanno potuto svolgere appieno il loro ruolo abituale.

Mentre i cittadini cercano di risparmiare e contare i loro centesimi, lo Stato continua a spendere con la stessa "tendenza" al rialzo (il budget statale è triplicato in 15 anni). A questo proposito, dopo la legge che ha concesso un prestito senza interessi di 7 miliardi di dinari allo Stato all'inizio del 2024 per finanziare il deficit di bilancio del 2024, una legge quasi identica è stata approvata alla fine del 2024 per lo stesso importo per salvare il deficit del 2025. Questi prestiti diretti si aggiungono ai prestiti indiretti concessi dalla BCT attraverso le banche commerciali, ma con interessi (e applicati al credito "revolving"). Si tratta della cosiddetta "**stampa di moneta**", cioè della creazione di denaro attraverso la scrittura contabile. Ciao inflazione!

Inoltre, è penoso vedere come lo Stato abbia fatto un passo indietro nella lotta al contrabbando e al riciclaggio di denaro dopo l'annullamento dell'articolo 16 della legge finanziaria supplementare del 2014, che introduceva la prerogativa della confisca (da parte delle forze dell'ordine e dei funzionari doganali) prima dell'azione penale, di **somme in contanti** pari o superiori a 5.000 dinari. Il motivo addotto è che gli agricoltori non sono in grado di effettuare le loro transazioni quotidiane.

Infine, va sottolineato che è in corso una piccola rivoluzione economica, poiché la **nuova legge sugli assegni** entrerà in vigore (nella sua seconda parte) all'inizio di febbraio 2025. Era tempo di trovare un modo per porre fine all'anarchia e ai numerosi problemi che sono sorti da quando il ruolo di questo strumento di pagamento (pagabile a vista) è stato trasformato in quello di mezzo di credito (cosa quasi certa, visto la sanzione di incarcerazioni). È chiaro che un tale cambiamento, introducendo le nuove tecnologie dei codici QR (che permettono di accedere a una piattaforma di database aggiornata online), coinvolgerà maggiormente la banca con i suoi clienti. Tuttavia, è deplorabile che a pochi giorni dall'entrata in vigore di tale piattaforma (TUNICHEQUE) non sia stato permesso ai clienti delle banche di provarla.

Alcuni temono che la nuova legge rallenti, se non comprometta, molte transazioni commerciali. Ad esempio, è noto che molti imprenditori edili pagano le loro forniture e i loro subappaltatori con assegni alla data di scadenza, dato il ritardo nella riscossione da parte dello Stato. Anche molti commercianti temono la perdita di clienti abituati a questo metodo di pagamento (agenzie di viaggio, rivenditori di articoli elettrici, ecc.). Era anche comune vedere un emittente di assegni finire in prigione non appena un incidente di pagamento riguardava un assegno prima di vedere tutti i creditori versare contemporaneamente tutti gli assegni nei loro cassetti. Non dimenticare anche dei prestanomi (nominati amministratori delegati senza conoscere le conseguenze legali) che alcuni malintenzionati proponevano per essere puniti. Resta il fatto che questa nuova legge costringerà gli operatori economici a rivedere i loro metodi di lavoro e, a termine, alleggerirà inevitabilmente la pressione sui tribunali e sulle carceri.

24.1.2025

Cordialmente

Mourad Abdelmoula
Dott. Commercialista



Tax amnesties come and go... and look alike. Many taxpayers, faithful to the appointment of each tax deadline, wonder about this recurrence at a frequency abnormally experienced before (finance laws 2019, 2022, 2024 and 2025). In a tacit way, the State is devoting itself as a financial lender (and without interest!) of defaulting taxpayers. Double standards applied?

Does the Tunisian government suffer from a yo-yo **corporate income tax rate**? It's worth recalling that, with a view to bringing the informal sector back into the frame of fiscal transparency, it was decided in recent years to lower the CIT rate from 35% to 25% (or 20% for SMEs), before settling at 15%. Despite the upward weighting of this rate due to the 3% CSS (social solidarity contribution) and the 10% withholding tax on dividends, the 15% corporate tax rate was widely accepted by companies (both local and offshore) as being reasonable and enabling them to remain competitive with the main competitive countries. Well, forget it!

This CIT rate is now back up to 20% under the 2025 Finance Act, and retroactively (effective from the 2024 financial year)! The government needs to reassure investors through stability.

It's also worth noting that Tunisians' savings are diversifying, with a recent trend towards investment in **olive tree plantations**. Nevertheless, this type of investment is not immune to the vagaries of the market, which is strictly linked to the world market, and for which the stock market price is the only truth. Olive oil prices have also fallen, as some of Tunisia's major and long-standing exporters have been prevented from playing their usual role.

While citizens are looking to save and count their pennies, the State continues to spend on the same upward trend (the State budget has tripled in 15 years). In this respect, and following the derogatory law granting an interest-free loan of 7 billion Dinars to the State at the beginning of 2024 to finance the 2024 budget deficit, an almost identical law was passed at the end of 2024 for the same amount to bail out the 2025 deficit. Such direct loans are added to the indirect loans granted by the CBT through commercial banks, but with interest (and applied to "revolving" credits). This is what is known as "**printing money**", i.e. the creation of money through a set of accounts. Hello inflation!

In addition, it's distressing to see the State take a step backwards in its fight against smuggling and money laundering following the cancellation of Article 16 of the 2014 Supplementary Finance Act, which introduced the prerogative of confiscation (by police and customs officers) prior to prosecution, of **cash sums** equal to or greater than 5000 Dinars. The reason given was the blockage observed by farmers in their daily transactions.

Finally, it's worth pointing out that a small economic revolution is underway, as the **new law on cheques** will come into force (for its 2nd part) at the beginning of February 2025. It's about time we found a way to put an end to the anarchy and the many problems that have arisen since the role of this payment instrument (payable on demand) was changed to that of a means of credit (which is almost certain, given the fear of imprisonment). Clearly, such a change, introducing the new QR code technologies (allowing access to a database platform updated in real time) will involve the bank more closely with its customer. However, it is deplorable that, just a few days before the launch of such a platform (TUNICHEQUE), account holders are not allowed to try it out.

Some fear that the new law will slow down, if not jeopardize, many commercial exchanges. For example, many building contractors are known to pay for their supplies and subcontractors by means of cheques payable by instalments, given the delay in collection by the State. Many merchants also fear the loss of customers accustomed to this staggered payment method (travel agencies, household appliance dealers, etc.). It was also common to see a cheque issuer go to jail as soon as a payment incident affected a cheque, and all creditors pay out all cheques at their disposal at the same time. This is without mentioning the nominees (appointed as general managers without knowing the legal consequences) that some ill-intentioned people (real owners) put forward to avoid sanctions. The fact remains that this new law will force economic players to rethink the way they do business, and in term will inevitably relieve the courts and prisons.

Jan. 24th, 2025

Sincerely yours

Mourad Abdelmoula
Chartered Accountant

A- Nouvelles lois bancaires

- La loi n° 2024-41 du 2.8.2024 est venue modifier certaines dispositions du code de commerce (notamment parmi les Art. 410, 411 et 412) au sujet de la **règlementation des chèques et d'autres mesures bancaires**.
- La circulaire BCT n° 2024-14 (sur ce [Link](#)) a porté sur des modalités pratiques à appliquer par les banques.
- Il est important de noter qu'à compter du 2.2.2025 les chèques actuellement en vigueur ne seront plus valables.
NB : il est recommandé de déposer les chèques selon le format actuel au + tard le 27.1 et les demandes des nouveaux carnets de chèques dès que possible.
- Ainsi, les nouvelles formules de chèques auront les particularités suivantes :
 1. Une date de validité (min. 6 mois)
 2. Un montant plafond global par chéquier (tel qu'alloué sur les chèques composant tel chéquier) est fixé par la banque (max. 30 KDT par chèque).
NB : le plafond ne concerne pas les chèques certifiés.
 3. Tous les chèques sont barrés (sauf exception et sur demande justifiée du client).
 4. Un QR Code permet d'accéder à la nouvelle plateforme électronique [Tunichèque](#) pour vérifier la situation du chèque (y compris pour voir s'il y'a une opposition pour perte ou vol, si le compte a été clôturé...), avec la possibilité de réserver son montant.
- La délivrance d'un carnet de chèques par la banque n'est plus un droit. Cette dernière doit vérifier la solvabilité et l'historique des incidents (y compris auprès de la centrale des risques de la BCT).
- Le chèque sans provision jusqu'à concurrence de 5 KDT n'est pas considéré comme un délit (sauf fraude par complicité) et doit être payé par la banque si elle n'a

A- Nuove legge bancarie

- La legge n. 2024-41 del 2.8.2024 ha modificato alcune disposizioni del Codice di commercio (in particolare gli artt. 410, 411 e 412) relative alla **regolamentazione degli assegni e ad altre misure bancarie**.
- La circolare BCT n. 2024-14 (su questo [Link](#)) trattava le modalità pratiche da applicare da parte delle banche.
- È importante notare che dal 2.2.2025 gli assegni attualmente in vigore non saranno più validi.
NB : Si raccomanda pertanto di depositare gli assegni nel formato attuale entro il 27.1 e di richiedere al più presto i nuovi libretti di assegni.
- I nuovi moduli di assegno avranno le seguenti caratteristiche speciali:
 1. Una data di validità (minimo 6 mesi)
 2. Un massimale complessivo per libretto di assegni (assegnato agli assegni che lo compongono) stabilito dalla banca (massimo 30 KDT per assegno).
NB: il massimale non si applica agli assegni certificati.
 3. Tutti gli assegni sono barrati (salvo casi eccezionali e su richiesta motivata del cliente).
 4. Un QR Code consente di accedere alla nuova piattaforma elettronica [Tunichèque](#) per verificare lo stato dell'assegno (compreso l'eventuale blocco del pagamento per smarrimento o furto, la chiusura del conto, ecc) con possibilità di riservare l'importo.
- Le banche non sono più autorizzate a emettere libretti di assegni. La banca deve verificare la solvibilità e la storia degli incidenti (anche con la centrale rischi della BCT).
- Gli assegni non pagati fino a 5 KDT non sono considerati un reato (tranne nel caso di frode per complicità) e devono essere pagati dalla banca se non ha effettuato controlli preventivi con la BCT o se non concede ai propri clienti l'accesso alla piattaforma.

A- New bank laws

- Law no. 2024-41 of 2.8.2024 amended certain provisions of the Commercial Code (notably Art. 410, 411 and 412) concerning the **regulation of cheques and other banking measures**.
- CBT circular no. 2024-14 (on this [Link](#)) sets out the practical procedures to be applied by banks.
- It is important to note that as of Feb. 2nd, 2025, the cheques currently in force will no longer be valid.
NB: It is recommended to deposit cheques in the current format by Jan. 27 at the latest, and applications for new cheque books as soon as possible.
- The new cheques will have the following special features:
 1. A validity date (min. 6 months)
 2. An overall ceiling per chequebook (as allocated on the cheques making up the chequebook) is set by the bank (max. 30 KTND per cheque).
NB: the ceiling does not apply to certified cheques.
 3. All cheques are crossed (except in exceptional cases and at the justified request of the customer).
 4. A QR Code gives access to the new [Tunichèque](#) electronic platform to check the status of the cheque (including whether it has been stopped for loss or theft, whether the account has been closed, etc.), with the option of reserving the amount.
- The issuance of a cheque book by the bank is no longer a right. The bank must check creditworthiness and the history of incidents (including with the CBT's Central Risk Office).
- Bounced cheques up to a value of 5 KTND are not considered an offence (except for fraud through complicity) and must be paid by the bank if it has not carried out prior checks with the CBT or if it does not grant its customers access to the platform.

A- Nouvelles lois bancaires

- pas fait les vérifications préalables auprès de la BCT ou si elle n'accorde pas à ses clients l'accès à la plateforme.
- L'édition d'un certificat de non-paiement (CNP) entraîne de facto l'interdiction pour le tireur d'utiliser tout autre chèque auprès de toutes les banques (sauf chèque de retrait ou certifié).
- La peine d'emprisonnement par chèque impayé a été réduite à 2 ans (au lieu de 5 ans), avec une amende égale à 20% du montant du chèque sans provision (ou du solde non honoré).
- En cas de peine cumulative (pour de nombreux chèques impayés), le tribunal décide de limiter à 10 ans (si le cumul > 20 ans) et à 5 ans (si le cumul est de 10 à 20 ans).
- Les poursuites ne se font plus de façon automatique mais sur plainte déposée par le bénéficiaire auprès du Procureur. Ainsi, il est possible d'aboutir à une conciliation entre le tireur et le bénéficiaire, y compris lorsque le tireur est en détention. Une interdiction de quitter le territoire peut être prise à l'encontre du tireur jusqu'à apurement de son impayé.
- Est puni d'une peine de 2 ans de prison et d'une amende de 10 KDT tout tireur de chèque ayant signé un engagement ou accord de conciliation pour payer un chèque impayé et qui a transmis ses biens mobiliers ou immobiliers par voie de donation ou vente fictive ou par dissimulation (sans pouvoir y porter une exécution) ou qui a abandonné une créance due.
- Toute banque qui ne met pas en place les sécurités requises pour l'application de la nouvelle loi encourt une amende pouvant aller jusqu'à 10% de son capital social. En outre toute banque encourt une amende de 40% du chèque impayé ou du solde non couvert si elle n'a pas au préalable dûment notifié à son client la révocation d'un crédit ou d'une facilité de découvert récurrente.

A- Nuove legge bancarie

- L'emissione di un certificato di mancato pagamento (CNP) vieta di fatto al traente di utilizzare qualsiasi altro assegno presso qualsiasi banca (ad eccezione del prelievo di contanti o di assegni certificati).
- La pena detentiva per gli assegni non pagati è stata ridotta a 2 anni (anziché 5 anni), con una multa pari al 20% dell'importo dell'assegno scoperto (o del saldo non pagato).
- In caso di cumulo di pene (per un numero elevato di assegni non pagati), il tribunale decide di limitare la pena a 10 anni (se il cumulo >20 anni) e a 5 anni (se il cumulo è tra 10 e 20 anni).
- L'azione penale non è più automatica, ma dipende dalla presentazione di una denuncia da parte del beneficiario al Pubblico Ministero. Di conseguenza, è possibile ottenere una conciliazione tra l'autore del reato e il beneficiario, anche quando l'autore del reato è in carcere. Al traente può essere imposto il divieto di lasciare il Paese fino all'estinzione del debito.
- Il traente di un assegno che abbia sottoscritto un impegno o un accordo di conciliazione per il pagamento di un assegno non pagato e che abbia trasferito i propri beni mobili o immobili per donazione o vendita fittizia o per occultamento (senza poterli far valere) o che abbia rinunciato a un debito dovuto è passibile di 2 anni di reclusione e di una multa di 10 KDT.
- Le banche che non adottano le misure di salvaguardia richieste per l'applicazione della nuova legge sono passibili di un'ammenda fino al 10% del loro capitale sociale. Inoltre, ogni banca è passibile di una multa pari al 40% dell'assegno non pagato o del saldo scoperto se non ha prima debitamente notificato al proprio cliente la revoca di un credito ricorrente o di una linea di scoperto.

A- New bank laws

- The issuing of a certificate of non-payment (CNP) de facto prohibits the drawer from using any other cheque at any bank (except for withdrawal or certified cheques).
- The prison sentence for unpaid cheques has been reduced to 2 years (instead of 5), with a fine equal to 20% of the amount of the bounced cheque (or unpaid balance).
- In the event of a cumulative penalty (for numerous unpaid cheques), the court decides to limit the penalty to 10 years (if the cumulative penalty is > 20 years) and 5 years (if the cumulative penalty is between 10 and 20 years).
- Prosecution is no longer automatic, but based on a complaint lodged by the payee with the Public Prosecutor. In this way, it is possible to achieve conciliation between the payor and the payee, even when the payor is in custody. A ban on leaving the country may be imposed on the drawer until the outstanding balance has been settled.
- Any drawer of a cheque who has signed an undertaking or conciliation agreement to pay an unpaid cheque and who has transferred his movable or immovable property by way of gift or fictitious sale or by concealment (without being able to enforce it) or who has abandoned a debt due is liable to a prison sentence of 2 years and a fine of 10 KTND.
- Any bank that fails to put in place the safeguards required to apply the new law is liable to a fine of up to 10% of its share capital. In addition, any bank incurring a fine of 40% of the unpaid cheque or uncovered balance if it has not first duly notified its customer of the revocation of a recurring credit or overdraft facility.

A- Nouvelles lois bancaires

A- Nuove legge bancarie

A- New bank laws

Autres mesures prévues par la loi n° 2024-41

Altre misure previste dalla legge n. 2024-41

Other measures provided for by law no. 2024-41

- | | | |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Toute banque, sous peine d’amende allant jusqu’à 5 KDT, doit aviser le titulaire d’un compte en position débitrice et n’ayant pas observé de mouvement durant les 3 derniers mois, de l’obligation de ne pas utiliser le chéquier. | <ul style="list-style-type: none"> • Sotto pena di una multa fino a 5 KDT, ogni banca deve informare il titolare di un conto a debito e che non ha visto movimenti negli ultimi 3 mesi, dell’obbligo di non utilizzare il libretto degli assegni. | <ul style="list-style-type: none"> • Any bank, under penalty of a fine of up to 5 KTND, must inform the holder of an account in debit position and having observed no movement during the last 3 months, of the obligation not to use the checkbook. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Toute personne ayant accordé un financement assorti d’un taux d’intérêt, en dehors des transacions autorisées, est puni de 2 ans de prison et d’une amende de 10 KDT. La peine est portée à 5 ans de prison et l’amende à 20 KDT en cas d’utilisation de chèque(s) comme moyen de paiement de tel financement. | <ul style="list-style-type: none"> • Chiunque conceda finanziamenti con un tasso d’interesse diverso dalle transazioni autorizzate è passibile di 2 anni di reclusione e di una multa di 10 KDT. La pena è aumentata a 5 anni di reclusione e una multa di 20 KDT se l’assegno o gli assegni sono utilizzati come mezzo di pagamento per tali finanziamenti. | <ul style="list-style-type: none"> • Anyone granting interest-bearing financing outside the scope of authorized transactions is liable to 2 years' imprisonment and a fine of 10 KTND. The penalty is increased to 5 years' imprisonment and a fine of 20 KTND if cheque(s) are used as means of payment for such financing. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les banques sont tenues d’affecter au moins 8% de ses bénéfiques de l’année précédente pour financer des microcrédits (< 2 ans) sans intérêts ni garanties. Tel quota alloué doit être épuisé chaque année. Les conditions et les critères d’octroi de ce financement sont fixés par décret. | <ul style="list-style-type: none"> • Le banche sono tenute a destinare almeno l'8% degli utili dell'anno precedente al finanziamento di microcrediti (< 2 anni) senza interessi o garanzie. Questa quota deve essere utilizzata ogni anno. Le condizioni e i criteri per la concessione di questi finanziamenti sono stabiliti per decreto. | <ul style="list-style-type: none"> • Banks are required to allocate at least 8% of their previous year's profits to finance interest-free, collateral-free microcredits (< 2 years). This quota must be used up each year. The conditions and criteria for granting this financing are set by decree. |
| <p>NB 1 : en attendant le Décret d’application sur les conditions et critères de telle disposition, et à notre connaissance, cela va à l’encontre du libre exercice d’une banque de son droit d’accorder ou non des crédits en cas d’absence de garanties suffisantes (ou d’outils d’assurance, tel que la SOTUGAR).</p> | <p>NB 1: in attesa del decreto attuativo sulle condizioni e i criteri di questa disposizione, e per quanto ne sappiamo, ciò è in contrasto con il libero esercizio del diritto di una banca di concedere o rifiutare prestiti in assenza di garanzie sufficienti (o di strumenti assicurativi, come SOTUGAR).</p> | <p>NB 1: pending the implementing Decree on the conditions and criteria of such a provision, and to the best of our knowledge, this runs counter to a bank's free exercise of its right to grant or refuse credit in the absence of sufficient guarantees (or insurance tools, such as SOTUGAR).</p> |
| <p>NB 2 : de nombreux petits porteurs actionnaires de banques comptent sur la rémunération de leur épargne via les dividendes. La nouvelle loi remet en cause tel schéma qui risque également de faire chuter le cours en Bourse.</p> | <p>NB 2: molti piccoli azionisti delle banche contano sul rendimento dei loro risparmi attraverso i dividendi. La nuova legge mette in discussione tale sistema, che potrebbe anche portare a un calo del prezzo delle azioni.</p> | <p>NB 2: many small bank shareholders rely on the return on their savings through dividends. The new law calls into question such a scheme, which could also lead to a fall in the share price.</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire d’un crédit dont la durée dépasse 7 ans peut demander la réduction du taux si les intérêts perçus au cours des 3 dernières années dépassent 8% du reste du principal à payer. Telle réduction est calculée sur la base d’un coefficient de 0,5. | <ul style="list-style-type: none"> • Il beneficiario di un prestito di durata superiore a 7 anni può richiedere una riduzione del tasso se gli interessi percepiti negli ultimi 3 anni superano l'8% del capitale residuo. Tale riduzione è calcolata sulla base di un coefficiente di 0,5. | <ul style="list-style-type: none"> • The beneficiary of a loan with a term of more than 7 years may apply for a rate reduction if the interest received over the last 3 years exceeds 8% of the outstanding principal. This reduction is calculated on the basis of a coefficient of 0.5. |

A- Nouvelles lois bancaires

NB : En l'attente de la circulaire de la BCT, et à notre connaissance, les banques sont encore réticentes à appliquer telle mesure.

- Les frais des services et opérations bancaires seront limités par Décret (après avis de la BCT).

A- Nuove legge bancarie

NB: In attesa della circolare BCT, e a nostra conoscenza, le banche sono ancora restie ad applicare questa misura.

- Le spese per i servizi e le transazioni bancarie saranno limitate per decreto (previa consultazione della BCT).

A- New bank laws

NB: To the best of our knowledge, banks are still reluctant to apply this measure, pending the CBT circular.

- Charges for banking services and operations will be limited by decree (after consultation with the CBT).

B- Rappel au sujet des prix de transfert

- Une filiale d'un groupe d'entreprises multinationales-EMN installée en Tunisie est exonérée des obligations légales en matière de **Prix de transfert** si elle réalise un CA inférieur à 200 Millions DT (~60 Millions €). Toutefois, il n'en demeure pas moins qu'elle peut être tenue des obligations en matière de **Déclaration pays par pays- DPP**.
- La Direction générale des impôts - DGI est venue récemment rappeler telle obligation de DPP sur son site (sur ce [Link](#)).
- A travers une première **dérogation** édictée selon la Note commune fiscale- NCF n° 18/2020 (sur ce [Link](#)) au titre des exercices 2020 et 2021 et une 2^e dérogation (NCF n° 15/2024 sur ce [Link](#)) au titre des exercices 2022 et 2023, la DGI n'a imposé l'obligation de DPP qu'aux entités mères ultimes de groupes d'entreprises multinationales résidentes en Tunisie et réalisant un **CA annuel de 1636 millions DT (~500 Millions €)**. On parle alors de **mécanisme primaire**.
NB : l'un des rares groupes répondant à telle condition est, à notre connaissance, COFICAB (du groupe Chakira cables) ayant notamment des filiales au Mexique, en Roumanie, au Maroc et au Portugal.
- Telle qu'expliqué dans la NCF n° 13/2022 (sur ce [Link](#)), on va résumer l'obligation de DPP rattachée à une filiale (autre que l'entité mère ultime du groupe d'EMN) **applicable aux exercices 2024 et suivants**. On parle alors de **mécanisme secondaire**.

B- Promemoria sul transfer pricing

- Una filiale di un gruppo di imprese multinazionali (MNE) con sede in Tunisia è esente dagli obblighi legali relativi ai **Prezzi di trasferimento** se il suo fatturato è inferiore a 200 milioni di DT (~60 milioni di Euro). Tuttavia, possono essere obbligate a presentare una **dichiarazione paese per paese - DPP**.
- La Direzione generale delle imposte (DGI) ha recentemente pubblicato un promemoria di questo obbligo sul suo sito web (a questo [Link](#)).
- Attraverso una prima **deroga** emanata in conformità alla Nota fiscale congiunta - NCF n. 18/2020 (a questo [Link](#)) per gli esercizi 2020 e 2021 e una seconda deroga (NCF n. 15/2024 a questo [Link](#)) per gli esercizi 2022 e 2023, la DGI ha imposto l'obbligo di DPP solo alle entità capogruppo di gruppi di società multinazionali residenti in Tunisia e che realizzano un **fatturato annuo di 1.636 milioni di DT (~500 milioni di euro)**. Si tratta del cosiddetto meccanismo primario.
NB: a nostra conoscenza, uno dei pochi gruppi che soddisfa questa condizione è COFICAB (parte del gruppo Chakira cables), che ha filiali in Messico, Romania, Marocco e Portogallo.
- Come spiegato nella NCF n. 13/2022 (su questo [Link](#)), riassumiamo l'obbligo di DPP legato a una società controllata (diversa dalla capogruppo del gruppo multinazionale) **applicabile agli esercizi 2024 e successivi**. Si tratta del cosiddetto **meccanismo secondario**.

B- Reminder about transfer pricing

- A subsidiary of a multinational enterprise (MNE) group established in Tunisia is exempt from **Transfer pricing** obligations if its sales are less than TND 200 million TND (~ €60 million). However, they may still be required to file **country-by-country report - CBCR**.
- The General Tax Dept. (DGI) has recently issued a reminder of this obligation on its website (on this [Link](#)).
- Through a first **waiver** enacted in accordance with Common fiscal note - NCF n° 18/2020 (on this [Link](#)) for fiscal years 2020 and 2021, and a 2nd waiver (NCF n° 15/2024 on this [Link](#)) for fiscal years 2022 and 2023, the DGI has imposed the CBCR obligation only on the ultimate parent entities of multinational enterprise groups resident in Tunisia and generating annual sales of **TND 1636 million (~€500 million)**. This is referred to as the primary mechanism.
NB: to our knowledge, one of the few groups meeting this condition is COFICAB (part of the Chakira cables group), which has subsidiaries in Mexico, Romania, Morocco and Portugal.
- As explained in NCF n° 13/2022 (on this [Link](#)), we will summarize the PLR obligation attached to a subsidiary (other than the ultimate parent entity of the MNE group) **applicable to the 2024 and subsequent financial years**. This is referred to as the **secondary mechanism**.

B- Rappel au sujet des prix de transfert

• Une filiale d'un groupe étranger réalisant un CA consolidé égal au moins à 1636 Millions DT (~500 Millions €) est tenue à l'**obligation de dépôt de DPP**, au plus tard dans les 12 mois qui suivent la date de clôture de l'exercice fiscal (à débiter par celui de 2024) et selon les moyens informatiques sur un support formaté selon le Cahier des charges publié à cet effet (voir ce [Link](#)) dans **l'un des cas suivants** :

1. Lorsque l'entreprise mère (de façon directe ou indirecte) n'est pas tenue à l'obligation de DPP (selon les conditions susvisées) dans son pays de résidence fiscale.
2. Lorsque l'entreprise mère est établie dans un Etat ne figurant pas sur la liste des Etats ayant conclu un accord avec la Tunisie autorisant l'échange automatique de la « DPP », mais avec lequel la Tunisie a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale.
3. Lorsque l'entreprise mère est établie dans un Etat figurant sur la liste des Etats ayant conclu un accord avec la Tunisie autorisant l'échange automatique de la « DPP » et qui est tenue :
 - de déposer cette déclaration en vertu de la législation en vigueur dans cet Etat, ou
 - qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie en Tunisie,

et que la filiale est informée par la Direction d'impôts d'une défaillance systémique de l'Etat de résidence de la société mère.

NB 1 : la liste des Etats signataires avec la Tunisie de l'échange de DPP figure en Annexe de l'Arrêté du Ministre des finances du 15.6.2022 (sur ce [Link](#)).

NB 2 : l'accord d'échange de renseignement est généralement inclus dans les conventions

B- Promemoria sul transfer pricing

• Una controllata di un gruppo estero con un fatturato consolidato di almeno 1.636 milioni di TND (~500 milioni di euro) è **tenuta a depositare un DPP** entro 12 mesi dalla fine dell'anno fiscale (a partire dall'anno 2024) e per via telematica su un supporto formattato secondo le specifiche pubblicate a tale scopo (si veda questo [Link](#)) **in uno dei seguenti casi**:

1. Quando la società madre (direttamente o indirettamente) non è soggetta all'obbligo di DPP (secondo le condizioni sopra citate) nel suo Paese di residenza fiscale.
2. Se la società madre è stabilita in uno Stato che non figura nell'elenco degli Stati che hanno concluso con la Tunisia un accordo che autorizza lo scambio automatico di "DPP", ma con il quale la Tunisia ha concluso un accordo per lo scambio di informazioni in materia fiscale.
3. Se la società madre è stabilita in uno Stato che figura nell'elenco degli Stati che hanno concluso con la Tunisia un accordo che autorizza lo scambio automatico di "DPP" e che è tenuta :

- a presentare la presente dichiarazione in base alla legislazione in vigore in tale Stato, o

- che sarebbe tenuta a presentare la presente dichiarazione se fosse stabilita in Tunisia,

e che la filiale sia informata dal Dipartimento delle Imposte di un'inadempienza sistemica nello Stato di residenza della società madre.

NB 1: l'elenco degli Stati che hanno firmato l'accordo di scambio di DPP con la Tunisia è allegato al decreto del Ministro delle Finanze del 15.6.2022 (su questo [Link](#)).

NB 2: l'accordo di scambio di informazioni è generalmente incluso nelle convenzioni

B- Reminder about transfer pricing

• A subsidiary of a foreign group with consolidated sales of at least TND 1636 million (~€500 million) **is required to file a CBCR**, no later than 12 months after the end of the tax year (starting with 2024) and using computerized means on a medium formatted in accordance with the specifications published for this purpose (see this [Link](#)) **in one of the following cases**:

1. When the parent company (directly or indirectly) is not subject to the CBCR obligation (according to the above-mentioned conditions) in its country of tax residence.

2. Where the parent company is established in a country that is not on the list of countries that have concluded an agreement with Tunisia authorizing the automatic exchange of CBCR, but with which Tunisia has concluded an agreement for the exchange of information in tax matters.

3. Where the parent company is established in a State on the list of States which have concluded an agreement with Tunisia authorizing automatic exchange of the CBCR and which is required :

- to file this declaration under the legislation in force in that State, or

- which would be required to file this declaration if it were established in Tunisia,

and the subsidiary is informed by the Tax Department of a systemic failure in the parent company's state of residence.

NB 1: the list of countries that have signed a CBCR exchange agreement with Tunisia is annexed to the Order of the Minister of Finance dated June 15, 2022 (on this [Link](#)).

NB 2: the exchange of information agreement is generally included in international double taxation

B- Rappel au sujet des prix de transfert

internationales de non-double imposition (exp. Art 40 de la convention signée entre la Tunisie et la France).

NB 3 : une « défaillance systémique » signifie qu'une juridiction a conclu un accord autorisant l'échange automatique des DPP avec la Tunisie, mais a suspendu cet échange (pour des raisons autres que celles prévues par les dispositions de cet accord) ou a négligé de façon persistante de transmettre automatiquement à la Tunisie les DPP relatives à des groupes d'EMN qui ont des entités en Tunisie.

- Lorsqu'il existe **plus d'une filiale en Tunisie**, la société mère désigne l'une d'elles à qui incombe l'obligation de DPP et qui sera chargée d'en informer la Direction des impôts.

- La filiale en Tunisie est **exonérée de l'obligation de DPP** en cas de dépôt de substitution par le Groupe dans un autre Etat tiers et lorsque **l'ensemble des conditions suivantes** est rempli :

1. L'Etat tiers impose le dépôt d'une « DPP » similaire à celle prévue par l'article 17 ter du Code des droits et procédures fiscaux ;
2. L'Etat tiers a conclu avec la Tunisie un accord autorisant l'échange automatique des DPP (et en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la DPP);
3. L'Etat tiers n'a pas informé la Tunisie d'une défaillance systémique ;
4. La DPP est échangée par l'Etat tiers de résidence fiscale de l'entité déclarante avec la Tunisie ;
5. L'Etat tiers de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informé par l'entité déclarante qu'elle a été désignée par le groupe d'« EMN » pour déposer la DPP pour son compte ;

B- Promemoria sul transfer pricing

internazionali contro la doppia imposizione (ad esempio, l'art. 40 dell'accordo firmato tra Tunisia e Francia).

NB 3: per "inadempienza sistemica" si intende che una giurisdizione ha stipulato un accordo che autorizza lo scambio automatico di DPP con la Tunisia, ma ha sospeso tale scambio (per motivi diversi da quelli previsti dalle disposizioni di tale accordo) o ha persistentemente omesso di trasmettere automaticamente alla Tunisia i DPP relativi a gruppi di imprese multinazionali che hanno entità in Tunisia..

- Nel caso in cui vi **siano più filiali in Tunisia**, la società madre designa una di esse come responsabile dell'obbligo del DPP e dell'informazione della Direzione delle imposte.

- La filiale in Tunisia è **esente dall'obbligo di DPP** nel caso in cui il Gruppo presenti una sostituzione in un altro Paese terzo e quando sono soddisfatte **tutte le seguenti condizioni**:

1. Il Paese terzo richiede la presentazione di una "DPP" simile a quella prevista dall'articolo 17 ter del Codice dei diritti e delle procedure fiscali;
2. Il Paese terzo ha concluso un accordo con la Tunisia che autorizza lo scambio automatico di DPP (in vigore alla data di deposito del DPP);
3. Il Paese terzo non ha informato la Tunisia di una carenza sistemica;
4. Il DPP è scambiato dal Paese terzo di residenza dell'entità dichiarante con la Tunisia;
5. Lo Stato terzo di residenza fiscale dell'entità dichiarante è stato informato da quest'ultima di essere stato designato dal gruppo di "multinazionali" per depositare il DPP per suo conto;

B- Reminder about transfer pricing

agreements (e.g. Art 40 of the agreement signed between Tunisia and France).

NB 3: a "systemic failure" means that a jurisdiction has concluded an agreement authorizing the automatic exchange of CBCRs with Tunisia, but has suspended this exchange (for reasons other than those provided for by the provisions of this agreement) or has persistently failed to automatically transmit to Tunisia CBCRs relating to groups of MNEs which have entities in Tunisia.

- Where there is **more than one subsidiary in Tunisia**, the parent company designates one of them to be responsible for the CBCR obligation and for informing the Tax Dept.

- The Tunisian subsidiary is **exempt from the CBCR obligation** in the event of a substitution filing by the Group in another third country and when **all of the following conditions** are met:

1. The third country requires the filing of a "CBCR" similar to that provided for under article 17 ter of the Code of Tax Rights and Procedures;
2. The third country has concluded an agreement with Tunisia authorizing the automatic exchange of CBCRs (in force on the date on which the CBCR is due to be filed);
3. The third country has not informed Tunisia of a systemic failure;
4. The CBCR is exchanged by the reporting entity's third country of tax residence with Tunisia;
5. The reporting entity's third state of tax residence has been informed by the reporting entity that it has been designated by the group of "MNEs" to file the CBCR on its behalf;

B- Rappel au sujet des prix de transfert

6. **Une notification par la filiale établie en Tunisie doit être déposée auprès de l'Administration fiscale Tunisienne**, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante.

- Le manquement à l'obligation de dépôt de DPP, dans le délai imparti, donne lieu à l'application d'une **amende** fiscale administrative égale à 50.000 DT.
- Tout renseignement non fournis dans la « DPP » ou fourni d'une manière incomplète ou inexacte donne lieu à l'application d'une amende fiscale administrative égale à 100 DT par renseignement, sans que cette amende n'excède 10.000 DT.

B- Promemoria sul transfer pricing

6. **Una notifica da parte della filiale stabilita in Tunisia deve essere depositata presso le autorità fiscali tunisine**, indicando l'identità e la giurisdizione di residenza fiscale dell'entità dichiarante.

- L'inosservanza dell'obbligo di deposito della DPP entro i termini previsti comporta l'applicazione di una **multa amministrativa** pari a 50.000 DT.
- Qualsiasi informazione non fornita nel "DPP" o fornita in modo incompleto o inesatto comporta l'applicazione di una sanzione amministrativa pari a 100 DT per ogni informazione, senza che tale sanzione superi i 10.000 DT.

B- Reminder about transfer pricing

6. **A notification by the subsidiary established in Tunisia must be filed with the Tunisian tax authorities**, indicating the identity and tax residence jurisdiction of the reporting entity.

- Failure to comply with the obligation to file a CBCR within the prescribed time limit will give rise to the application of an administrative **tax fine** equal to TND 50,000.
- Any information not provided in the CBCR or provided in an incomplete or inaccurate manner gives rise to the application of an administrative tax fine equal to TND 100 per item of information, without this fine exceeding TND 10,000.

C- Autres rappels utiles

- L'art. 131 du Code de travail interdit tout accord stipulant la renonciation par un employé à **son droit de congé payé**, même contre une indemnité compensatrice.
- L'art 41 de la Loi n. 60-30 et le Décret n. 97-1645 permettent une **réduction de 2 points du taux de cotisation au régime de sécurité sociale (CNSS)**, pour tout employeur assurant à ses salariés (ainsi qu'à leurs ayants droit) une couverture en matière d'assurance maladie ordinaire et d'accouchement, dans le cadre d'un régime conventionnel.
- Certaines conditions entourent tel avantage, dont l'obligation de financement par l'employeur du contrat d'assurance groupe ou de mutuelle à hauteur de 50% au moins.
- Outre tel avantage, les Art. 21 et suivants du Décret n° 95-538 accorde également un **avantage de réduction (jusqu'à 25%) du taux de contributions au titres des accidents de travail et des maladies professionnelles**.
- Pour éviter les sanctions, un Non-résident (de change) qui ramène des **fonds en devises** et les déclare à l'entrée du territoire (soit de façon facultative lorsque dépassant l'équivalent de 5 KDT soit de façon obligatoire lorsqu'égaux ou dépassant les 20 KDT) doit être en mesure de prouver à la sortie du territoire : soit qu'il a les fonds en sa possession soit qu'il les a versés dans un compte bancaire en devises en son nom.
- Les employeurs appliquant l'avantage de déduction à leurs employés supportant des **intérêts sur crédit bancaire au titre de premier logement** doivent veiller à garder dans le dossier la déclaration sur l'honneur signée légalisée par l'employé chaque année.

C- Altri punti per promemoria

- L'articolo 131 del Codice del lavoro vieta qualsiasi accordo in base al quale il dipendente rinuncia al proprio diritto alle **ferie retribuite**, anche in cambio di un compenso.
- L'articolo 41 della Legge n. 60-30 e il Decreto n. 97-1645 consentono una **riduzione di 2 punti dell'aliquota dei contributi previdenziali (CNSS)** per qualsiasi datore di lavoro che fornisca ai propri dipendenti (e alle persone a loro carico) una copertura per la malattia ordinaria e il parto nell'ambito di un regime contrattuale.
- A questo beneficio si applicano alcune condizioni, tra cui l'obbligo per il datore di lavoro di finanziare almeno il 50% del contratto di assicurazione collettiva o di mutua assicurazione.
- Oltre a questa prestazione, l'art. 21 e seguenti del decreto n. 95-538 concede anche una **riduzione (fino al 25%) dell'aliquota dei contributi per gli incidenti di lavoro e le malattie professionali**.
- Per evitare sanzioni, un non residente (di cambio) che porta fondi in **valuta estera** e li dichiara all'ingresso nel Paese (facoltativamente quando supera l'equivalente di 5 KDT o obbligatoriamente quando è pari o superiore a 20 KDT) deve essere in grado di dimostrare all'uscita dal Paese: o di essere in possesso dei fondi o di averli versati su un conto bancario in valuta estera a suo nome.
- I datori di lavoro che applicano il beneficio della detrazione ai propri dipendenti che pagano gli **interessi su un mutuo bancario per la prima casa** devono assicurarsi di conservare ogni anno la dichiarazione sull'onore, firmata e autenticata dal dipendente.

C- Other useful reminders

- Art. 131 of the Labor Code prohibits any agreement stipulating the waiver by an employee of his or her right to **paid leave**, even in exchange for compensation.
- Art. 41 of Law no. 60-30 and Decree no. 97-1645 allow a **2-point reduction in the social security (CNSS) contribution rate**, for any employer providing its employees (and their dependents) with coverage for ordinary sickness and childbirth, under a conventional scheme.
- Some conditions apply to this benefit, including the obligation for the employer to finance at least 50% of the group insurance or mutual insurance contract.
- In addition to this benefit, Art. 21 et seq. of Decree no. 95-538 also grants a **reduction (up to 25%) in the rate of contributions for work-related accidents and illnesses**.
- To avoid sanctions, a non-resident (of exchange) who brings in **foreign currency** funds and declares them on entering the country (either optionally when exceeding the equivalent of 5 KTND or obligatorily when equal to or exceeding 20 KTND) must be able to prove on leaving the country: either that he has the funds in his possession, or that he has paid them into a foreign currency bank account in his name.
- Employers applying the deduction benefit to their employees incurring **interest on a bank loan for first-time home ownership** must ensure that they keep the declaration on honour on file, signed and authenticated by the employee, each year.

C- Autres rappels utiles

- La Loi n° 2002-93 permet au Procureur de la république la **transaction** par médiation en **matière pénale**.
- La transaction, par l'octroi d'une indemnité à la victime, est autorisée pour certains cas de contraventions et délits, tels que prévus par l'Art. 225 du Code pénal (blessures suite à une maladresse, imprudence ou négligence), art 247 (diffamation), Art 280 (appropriation d'une chose mobilière sans en avertir les autorités), etc.

C- Altri punti per promemoria

- La legge n. 2002-93 consente al Pubblico Ministero di mediare le **transazioni** nei **casi penali**.
- La transazione, con il riconoscimento di un risarcimento alla vittima, è autorizzata per alcune contravvenzioni e reati, come quelli previsti dall'art. 225 del Codice penale (lesioni causate da maldestrezza, imprudenza o negligenza), dall'art. 247 (diffamazione), dall'art. 280 (appropriazione di beni mobili senza avvisare le autorità), ecc.

C- Other useful reminders

- Law no. 2002-93 allows the Public Prosecutor to mediate **settlements in criminal cases**.
 - Settlement, by awarding compensation to the victim, is authorized for certain contraventions and misdemeanors, as provided for in Art. 225 of the Penal Code (injuries resulting from clumsiness, imprudence or negligence), Art. 247 (defamation), Art. 280 (appropriation of a movable thing without notifying the authorities), etc.
-

D- Difficultés pratiques

- Les **gérants et cadres étrangers** se trouvent confrontés de plus en plus aux difficultés d'interprétation de la Loi de change quant au statut de **Non-résident de change**.
- Mr Marouène Abassi, ex Gouverneur de la BCT, avait pourtant annoncé en 2022 que la réforme du Code des changes allait inclure la révision de la définition du statut de Résidence pour les gérants et cadres d'entreprises off-shore sises en Tunisie.
- L'Avis de change n° 3 n'admet le statut de Non-résident qu'en vertu du séjour en Tunisie de l'étranger au cours des 2 dernières années de son arrivée.
- Ainsi, il a été constaté l'envoi par certaines banques à leurs clients étrangers de la demande de clôture de leurs comptes en devises (ouverts selon l'Avis de change n° 5) et leur remplacement par des comptes PPR en devises (circulaire BCT n. 2017-4, qui est assez contraignante, vu qu'elle oblige l'étranger à clôturer ses comptes à l'étranger !).
- Aussi, il a été constaté la confiscation par la douane de carte de crédit d'un compte bancaire étranger reçue par DHL de la part d'un cadre étranger recruté par une société off-shore et en l'avisant du besoin d'obtention d'autorisation de la BCT (pour détention par un Résident d'avoirs à l'étranger).
- L'**attestation de régularisation fiscale** exigées par l'**Article 112 du Codes des droits et procédures fiscaux** constitue une des contraintes administratives les plus complexes et chronophages.
- En outre, et quand bien même le dernier tiret du dernier paragraphe de l'article susvisé prévoit une dérogation pour les paiements faits par les Non-résidents au sens de la loi de change, toutefois certaines banques continuent de leur exiger tel type de document.

D- Difficoltà pratiche

- I **manager e i dirigenti stranieri** si trovano sempre più spesso di fronte alle difficoltà di interpretazione della Legge sui cambi per quanto riguarda lo status di **Non residente di cambio**.
- Nel 2022, Marouène Abassi, ex governatore della BCT, ha annunciato che la riforma del Codice dei cambi avrebbe incluso una revisione della definizione di status di residente per i manager e i dirigenti di società off-shore con sede in Tunisia.
- L'avviso di cambio n. 3 riconosce lo status di non residente solo in virtù del soggiorno dello straniero in Tunisia negli ultimi 2 anni dal suo arrivo.
- È stato quindi osservato che alcune banche stanno inviando ai loro clienti stranieri la richiesta di chiudere i loro conti in valuta estera (aperti in conformità con l'Avviso di cambio n. 5) e di sostituirli con conti PPR in valuta estera (circolare BCT n. 2017-4, che è piuttosto restrittiva in quanto impone agli stranieri di chiudere i loro conti esteri)!
- La dogana ha inoltre confiscato una carta di credito per conti bancari esteri ricevuta da DHL da un dirigente straniero assunto da una società off-shore e lo ha informato della necessità di ottenere l'autorizzazione della BCT (per un residente che detiene beni all'estero).
- **Il certificato di regolarizzazione fiscale** richiesto dall'**articolo 112 del Codice delle diritti e procedure fiscali** è uno degli adempimenti amministrativi più complessi e lunghi.
- Inoltre, anche se l'ultimo trattino dell'ultimo paragrafo del suddetto articolo prevede un'esenzione per i pagamenti effettuati da non residenti ai sensi della legge sui cambi, alcune banche continuano a richiedere questo tipo di documento.

D- Practical issues

- **Foreign managers and executives** are increasingly confronted with difficulties in interpreting the Foreign Exchange Act with regard to **exchange non-resident status**.
- In 2022, Mr Marouène Abassi, former Governor of the CBT, had announced that the reform of the Foreign Exchange Code would include a review of the definition of resident status for managers and executives of off-shore companies based in Tunisia.
- Exchange Notice no. 3 only recognizes non-resident status by virtue of the foreigner's stay in Tunisia during the last 2 years of his or her arrival.
- This has led some banks to ask their foreign customers to close their foreign currency accounts (opened in accordance with Exchange notice no. 5) and replace them with foreign currency PPR accounts (CBT circular no. 2017-4, which is quite restrictive, as it obliges foreigners to close their foreign accounts!).
- Customs also confiscated a foreign bank account credit card received by DHL by a foreign executive recruited by an off-shore company, advising him of the need to obtain CBT authorization (for holding foreign assets by a resident).
- **The tax regularization certificate** required by **Article 112 of the code of tax laws and procedures** is one of the most complex and time-consuming administrative constraints.
- In addition, even though the last indent of the last paragraph of the aforementioned article provides for an exemption for payments made by non-residents within the meaning of the Foreign Exchange Act, some banks still require this type of document.

D- Difficultés pratiques

NB 1 : la dérogation est soumise à l'envoi par la BCT ou les banques d'états mensuels comportant certains types d'informations.

NB 2 : les conditions de recours en cas de refus de délivrer l'attestation de régularisation fiscale sont stipulées par les Art 6 et suivants du Décret n° 2008-1858.

- Des sociétés ayant déposé des demandes de bénéfice d'avantages au titre d'investissement dans une zone de développement régional se sont vues refusées certains avantages (exp de prise en charge par l'Etat de la contribution d'employeur à la CNSS) pour non respect des conditions stipulées dans le nouveau Décret n. 2024-182 (ayant modifié l'ancien Décret n. 2017-389) quand bien même les demandes ont été déposées bien avant le 5.4.2024 (date d'entrée en vigueur du nouveau Décret).

D- Difficoltà pratiche

NB 1: l'esenzione è subordinata all'invio da parte della BCT o delle banche di estratti conto mensili contenenti determinati tipi di informazioni.

- NB 2: le condizioni di ricorso in caso di rifiuto del rilascio di un certificato di rettifica fiscale sono stabilite dagli articoli 6 e seguenti del decreto n. 2008-1858.

- Alle imprese che hanno presentato richieste di benefici per investimenti in una zona di sviluppo regionale sono stati rifiutati alcuni benefici (esempio di copertura statale del contributo del datore di lavoro al CNSS) per il mancato rispetto delle condizioni previste dal nuovo decreto n. 2024-182 (avendo modificato il vecchio Decreto n. 2017-389) nonostante le istanze siano state depositate ben prima del 5.4.2024 (data di entrata in vigore del nuovo Decreto).

D- Practical issues

NB 1: the derogation is subject to the CBT or banks sending monthly statements containing certain types of information.

NB 2: the conditions for appeal in the event of refusal to issue a tax regularization certificate are stipulated in Art 6 et seq. of Decree no. 2008-1858.

- Companies applying for investment benefits in a regional development zone have been denied certain benefits (e.g., the State's assumption of the CNSS employer contribution) for failure to comply with the conditions stipulated in the new Decree n. 2024-182 (which amended the old Decree n. 2017-389), even though the applications were submitted well before 5.4.2024 (the date on which the new Decree came into force).

E- Récemment chez AFINCO

- Participation avec succès de AFINCO à la conférence mondiale de Nexia tenue à Singapour City en novembre 2024.

Telle conférence a vu la présence de près de 200 délégués du monde entier.

E- Recentemente da AFINCO

- Partecipazione con Successo di AFINCO alla Conferenza mondiale di Nexia tenuta a Singapore nel novembre 2024.

Alla conferenza hanno partecipato quasi 200 delegati provenienti da tutto il mondo.

E- Recently at AFINCO

- Successful participation of AFINCO in Nexia global conference held in Singapore City in November 2024.

Such a conference was attended by nearly 200 delegates from all over the world.





Merci pour votre attention.

AFINCO est membre exclusif de Nexia
(www.nexia.com).

Thanks for your attention.

AFINCO is exclusive member of Nexia
(www.nexia.com).

Grazie per la vostra attenzione.

AFINCO è membro esclusivo di Nexia
(www.nexia.com).



Disclaimer

Nexia International is a leading, global network of independent accounting and consulting firms, providing a comprehensive portfolio of audit, accountancy, tax and advisory services.

Nexia, Nexia International, "we", "us" and "our" refer to the global network of member firms of Nexia International Limited or to one or more member firms or their affiliates.

Nexia International Limited coordinates the Nexia International network. It does not provide services to clients.

Nexia International Limited and each member firm are separate and independent legal entities, each of which is responsible for its own acts, omissions or liabilities and not those of any other member of the Nexia International network.

Nexia International Limited is a company registered in the Isle of Man, with company registration number: 53513C. Its registered office is at 1st floor, Sixty Circular Road, Douglas, Isle of Man, IM1 1SA.

The trade marks NEXIA INTERNATIONAL and NEXIA, and the NEXIA logo, are owned by Nexia International Limited and are used by the member firms of Nexia International under licence.